

Du fordisme au néolibéralisme

Comprendre ce qu'est le néolibéralisme impose de retracer l'évolution historique du capitalisme contemporain. Je vais tenter dans cet exposé de tracer les grandes lignes des transformations qui ont marqué l'économie contemporaine depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à nos jours. Le passage du fordisme au néolibéralisme comporte des éléments de continuité mais aussi des éléments de rupture qui apportent des changements significatifs, non seulement dans l'économie mondiale mais aussi dans les rapports sociaux, l'organisation de la société et la politique.

J'utilise ici le concept de fordisme dans sa définition large. En effet au sens étroit il s'agit d'un modèle d'organisation de l'entreprise à partir d'un aménagement scientifique du travail permettant des gains de productivité importants. C'est le bien connu travail à la chaîne avec la mécanisation et l'automatisation d'une grande partie de la production. Au sens large, le fordisme c'est une forme de compromis économique et social. Il est basé sur les gains de productivité découlant de ce mode de production qui permettent une amélioration des salaires. Cette hausse des salaires soutient la consommation ce qui contribue à la croissance économique laquelle développe à son tour la productivité. Le modèle fordiste a été développé aux Etats-Unis dans les années trente en réponse à la crise économique de 1929 et dans le cadre du New Deal qui confère un rôle important à l'Etat dans la gestion de l'économie. A cette période le gouvernement américain lance de grands programmes d'investissements publics pour relancer l'activité économique menant ainsi une politique économique de type keynésien. Il régule le système bancaire en séparant notamment les activités de dépôts et les activités d'investissements des banques. Ce modèle de développement ne s'est implanté en Europe qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale alors que l'économie de nombreux pays est ravagée par les conséquences du conflit. La forte demande née des besoins de la reconstruction ainsi que le plan Marshall provoquent une longue période de croissance économique, appelée « les trente glorieuses », qui se prolonge jusque dans les années 1970. Le mouvement ouvrier et les syndicats sont sortis renforcés de la guerre, les partis communistes en France et en Italie sont également puissants en raison du rôle qu'ils ont joué dans la résistance à l'occupation. La libération de l'Europe qui entraîne le basculement de nombreux pays de l'Est dans le camp de l'Union soviétique et la guerre froide qui s'en suit obligent les gouvernements occidentaux à faire de larges concessions aux salariés et au mouvement ouvrier en général. Cette période se caractérise par une forte croissance économique qui aboutit à une période de quasi plein emploi aux Etats-Unis et dans la plupart des pays européens. Sous la pression du plein emploi et des exigences des salariés, l'indexation des salaires au coût de la vie se généralise avec l'introduction de l'échelle mobile des salaires comme en France ou en Italie.

Les syndicats obtiennent un pouvoir de négociation important dans les secteurs économiques et les entreprises. Le secteur public se développe avec des emplois plus sûrs servant de modèle au secteur privé. Dans plusieurs pays, l'Etat prend le contrôle des industries-clés et, progressivement, est instauré ce qu'on appelle l'Etat providence à savoir une sécurité sociale répondant aux besoins en matière de vieillesse, de maladie, d'accident, d'aide à la famille et de chômage. Cette régulation économique et sociale qui se manifeste par un nouveau contrat social se concrétise de diverses manières selon les pays développés, mais les caractéristiques générales sont les mêmes. En résumé on peut dire qu'après 1945, le capital s'est retrouvé dans le monde entier sur la défensive et contraint à de larges concessions.

Pour la Suisse ce n'est pas un hasard si c'est en 1948 qu'est concrétisée l'AVS issue d'une revendication de la grève générale de 1918. Epargnée par la guerre, la Suisse va connaître le même type d'expansion économique grâce à la demande des pays européens dévastés par la guerre. En revanche les rapports de travail ne seront pas régis par des lois imposant l'indexation des salaires par exemple mais ils seront modulés par le biais des conventions collectives qui ne concerneront qu'une partie du salariat et dans le cadre de la paix du travail contrairement aux autres pays. C'est pendant cette période que l'économie suisse fait largement appel à l'immigration pour répondre à ses besoins de main d'œuvre avec la venue des travailleurs italiens, espagnols puis portugais. Ces travailleurs immigrés sont contingentés et maintenus dans des statuts limitant leurs droits, que l'on pense notamment au permis de saisonnier. Enfin en Suisse l'intervention de l'Etat dans l'économie restera limitée et vise surtout à défendre la place économique suisse vis-à-vis de l'étranger. Les conditions qui ont contraint le capital à des concessions au niveau européen n'ont pas été réunies en Suisse et le cadre politique a plutôt été marqué par la cohésion nationale née de la guerre et issue d'un esprit de forteresse assiégée.

Pour en revenir aux pays occidentaux dans leur ensemble, il ne faut pas passer sous silence que le capital reste la force dominante dans le système, cependant il s'est accommodé de ce mode de régulation imposé par les circonstances politiques. Les conditions de travail sont dures et donnent lieu à de fréquentes grèves. Mais les salariés voient leurs conditions de vie s'améliorer de manière significative et les perspectives semblent se diriger vers un progrès constant. L'avenir des enfants paraît assuré. L'Etat est interventionniste et impose une discipline aux marchés. C'est un Etat qui garanti les fondements contractuels du nouveau capitalisme.

Epuisement du modèle

A partir des années 1970, ce mode de régulation montre des signes d'épuisement. Les taux de profit ont tendance à décroître sous les revendications des salariés renforcés par le plein emploi. La vague de grèves des années 1968 et 1969, des grèves sauvages pour la plupart, conduit les fractions dominantes du patronat à se poser la question de la poursuite du modèle ce d'autant que les premiers signes d'un affaiblissement de la croissance se font jour. La crise pétrolière avec la flambée des prix du pétrole va contribuer à remettre en cause le contrat social dominant. A ce stade je vais vous citer un extrait du livre de Wolfgang Streeck intitulé « Du temps acheté » dans lequel il se réfère à un économiste Michal Kalecki et qui, me semble-t-il, résume bien la situation dans laquelle se trouve le capitalisme à cette période. Je cite : *« Kalecki s'était demandé au départ ce qu'au juste les employeurs de son temps avaient à objecter à une politique économique keynésienne qui leur garantissait tout de même une croissance continue de leurs entreprises, à l'abri des fluctuations. Sa réponse fut qu'un plein emploi durable devait faire courir au capital un grand danger : celui que ses employés puissent gagner en insolence, une fois oubliée par eux la misère qui accompagne le chômage. La discipline sur le lieu de travail, ainsi qu'en politique, ne tarderait pas à s'effondrer. Pour cette raison, poursuivait Kalecki, le capital devait avoir à proprement parler intérêt à un chômage structurellement incompressible, en permanence, qui servirait d'avertissement aux employés, en préfigurant ce que serait leur avenir s'ils devenaient exigeants. Mais cela supposait que l'Etat ait renoncé à garantir le plein emploi au moyen d'instruments keynésiens »*¹

La vague de grèves du début des années septante et le fait que le patronat ne dispose plus de la même marge de manœuvre pour faire des concessions entraîne un grand tournant dès la fin de la décennie. Dans la seconde partie des années septante, la réponse à la montée des luttes a consisté à mener une politique monétaire inflationniste qui permettait de garantir la paix sociale en poursuivant l'indexation des salaires alors que la croissance ainsi que les gains de productivité déclinaient. L'inflation a permis de reporter en quelque sorte le conflit entre le capital et le travail. Cette politique inflationniste finit par rencontrer des limites et le capital met en œuvre une grève des investissements pour obtenir les changements structurels dont il estime avoir besoin. L'année 1971 marque également un tournant au niveau des politiques monétaires. En effet les Etats-Unis décident unilatéralement de la fin de la convertibilité du dollar en or. Cette rupture signifie que désormais la valeur des monnaies n'est plus fixée en relation avec les réserves en or détenues par les banques centrales mais par l'appréciation des marchés. C'est la fin des taux de change fixe. La monnaie devient une marchandise comme une autre sur laquelle on peut spéculer. Les

¹ Wolfgang Streeck, 2014, Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique, Gallimard, p. 53

banques centrales abandonnent leur rôle d'institution de création monétaire permettant aux banques privées de créer davantage de monnaie scripturale au travers des mécanismes du crédit. La mission des banques centrales se résume à lutter contre l'inflation par le mécanisme de fixation des taux d'intérêt. Les théories ultra libérales de Friedrich Hayek élaborées déjà dans les années trente refont surface et vont influencer de manière déterminante l'évolution vers ce que l'on nomme aujourd'hui le néolibéralisme.

Caractéristiques de la révolution néolibérale

Le premier axe développé par le néolibéralisme consiste à apporter des modifications au marché du travail. Tout d'abord les législations contre les licenciements abusifs sont affaiblies voir supprimées. Les systèmes d'indexation des salaires sont remis en cause. Les droits syndicaux sont amoindris et le droit de grève limité. On peut signaler ici l'offensive du Président Reagan contre le syndicat des contrôleurs aériens aux Etats-Unis en 1981. En réponse à la grève décrétée par les syndicats, Reagan avait procédé aux licenciements de la quasi-totalité des contrôleurs. Il faut également se souvenir de la grève des mineurs en Grande-Bretagne de 1984 à 1985 contre les fermetures de mines de charbon. Margaret Thatcher refusa toute concession et fit voter de nouvelles lois pour limiter les droits syndicaux. C'est à partir de cette époque que commence à se développer le chômage de masse qui va permettre d'ouvrir la voie aux baisses de salaire ainsi qu'aux emplois précaires et mal rémunérés. Cette dérégulation ou libéralisation du marché du travail s'accompagne de toute une série de libéralisations : marché des capitaux, des biens et services, des investissements, du système bancaire.

Le deuxième axe met l'accent sur la libéralisation des échanges de marchandises et de services qui est un facteur très important de la libéralisation dans son ensemble. En effet pour qu'une multinationale trouve un intérêt à déplacer une production dans un pays à bas salaire, il faut entre autre qu'elle ait la garantie que ses produits ne seront pas pénalisés par des droits de douanes lorsqu'elle les exporte vers ses principaux marchés. C'est ainsi que dans le cadre des accords de l'Uruguay Round, puis du GATT et enfin de l'OMC se sont négociés une série d'accords pour supprimer ce que l'on a considéré comme des obstacles au commerce à savoir les droits de douane. Or ceux-ci ont été instaurés la plupart du temps pour protéger les secteurs productifs nationaux de la concurrence internationale. Il existe également des protections dites non tarifaires qui visent à imposer des normes sanitaires ou de sécurité pour certains produits. Ces normes sont amoindries ou supprimées selon les cas. Les dispositifs de l'OMC sont complétés par des accords de libre échange concernant certains pays à l'exemple de l'ALENA (Amérique du Nord) ou de l'ASEAN (Asie du Sud Est). La levée des obstacles tarifaires et non tarifaires conduisent à une

très forte augmentation du commerce mondial. Cette hausse profite essentiellement aux firmes multinationales puisqu'elles sont aujourd'hui à l'origine des deux tiers du commerce mondial alors qu'elles représentent 10% du PIB mondial. Par ailleurs un tiers du commerce mondial concerne les échanges intra firme c'est-à-dire qui a lieu au sein d'une même entreprise entre ses filiales. En d'autres termes la hausse du commerce mondial n'est pas corrélée avec une augmentation de la richesse produite.

Troisième axe : la libéralisation du commerce mondial est complétée par une libéralisation des investissements et la mise en place de garanties pour les investisseurs. Cet axe prévoit le droit pour les entreprises d'investir où bon leur semble avec un minimum de règles à respecter et parfois la possibilité pour les entreprises de se retourner contre les Etats qui remettraient en cause leurs profits par le biais de nouvelles mesures législatives. Ce point est l'un des aspects le plus controversé de l'accord de libre échange en cours de négociation entre l'Europe et les Etats-Unis (TAFTA) puisqu'il va même jusqu'à prévoir une justice privée pour régler les différends entre les Etats et les entreprises.

Le quatrième axe c'est la libéralisation du système bancaire et du marché des capitaux. La régulation du système bancaire est remise en cause. Cette régulation avait été adoptée après la crise des années trente dans le but de séparer les activités d'investissement des banques de celle consistant à recueillir les dépôts des épargnants et des entreprises. Cette séparation avait pour but d'éviter que les activités risquées des banques dans certains investissements – et pour leur propre compte – ne mettent en péril les dépôts de leurs clients. C'est aux Etats-Unis que cette réglementation a été tout d'abord supprimée puis étendue à l'ensemble du système bancaire au niveau mondial. Le marché des capitaux connaît aussi une expansion considérable avec notamment la mise sur le marché de nouveaux instruments financiers que l'on nomme de manière générique les produits dérivés. Ces produits, comme leur nom l'indique, sont dérivés d'un sous-jacent : une action, une obligation, des matières premières, des dettes (hypothécaires ou d'autres crédits) des cours de change, bref les banques créent chaque jour de nouveaux produits dérivés dont la valeur spéculative n'a souvent qu'un lointain rapport avec la valeur économique réelle du sous-jacent. Par ailleurs avec la transformation des missions des banques centrales on assiste à la fin du financement des déficits publics par les banques centrales et la reprise de cette activité par les banques privées.

Le cinquième axe consiste à soumettre au marché toutes les activités susceptibles d'être source de profit. C'est donc un lent processus de privatisation qui est à l'œuvre dans des secteurs et avec des vitesses plus ou moins grands selon les pays. Ce processus peut toucher toutes les activités assumées par les Etats ou les collectivités publiques en général. Cela va de la gestion de l'eau

aux télécommunications en passant par la santé et l'enseignement. Aucune activité n'est à priori exclue des privatisations. L'exemple extrême c'est la privatisation de tâches régaliennes comme on a pu le voir à l'occasion de la guerre d'Iraq lorsque les Etats-Unis ont sous-traité à des entreprises de sécurité privée une série d'activités relevant du ministère de la défense américaine. Les formes de ces privatisations peuvent varier d'un pays à l'autre. Elles peuvent aller de la privatisation intégrale (par exemple les services de nettoyage pour les collectivités publiques) à la création d'entreprises dans lesquelles l'Etat maintient une part de capital. Ces différenciations dépendent du niveau d'opposition et des rapports de force politique dans chaque situation. Mais le résultat final est toujours le même : soumettre l'activité aux règles de la concurrence et du marché. Nous l'avons vu en Suisse avec par exemple la séparation de la Poste et de Swisscom qui se comportent comme n'importe quelle entreprise privée même si des limites leur sont fixées. L'essentiel recherché est la fin du monopole public.

Le sixième axe réside dans la remise en cause de l'Etat providence, à savoir la réduction des systèmes de protection sociale dont le coût est considéré par le capital comme excessif puisque le financement est pour l'essentiel assuré par la masse salariale. Tous les pays développés ont connu des réductions de prestations publiques qu'il s'agisse des assurances vieillesse, maladie ou chômage. Le modèle néolibéral prescrit que c'est à chaque individu de s'assurer contre les risques de l'existence ce qui constitue une source de profits considérable pour les assureurs privés.

Cette révolution néolibérale s'inscrit dans un contexte qui a en quelque sorte dopé le processus. Le premier élément, d'ordre technique, est l'extraordinaire avancée technologique que constitue les développements de l'informatique et plus généralement la révolution numérique. Le second facteur, d'ordre politique, est l'implosion de l'URSS en 1989 et l'alignement de la Chine sur le modèle capitaliste qui a permis au capital triomphant de s'étendre sur l'ensemble de la planète et de conquérir de nouveaux marchés.

Ces transformations économiques donnent un pouvoir grandissant au capital et plus particulièrement aux entreprises multinationales qui imposent désormais leur agenda à nombre de décisions politiques. Le capital s'est évadé de la régulation sociale découlant du fordisme et du keynésianisme comme l'écrit si justement Wolfgang Streeck. Est-il pour autant parvenu à créer un modèle lui assurant une stabilité du système économique et une croissance qui lui est indispensable ? C'est ce que nous allons examiner dans la dernière partie de cet exposé.

Un modèle en crise permanente

Le néolibéralisme présuppose que le marché est en mesure de répondre à tous les problèmes. Pas besoin de régulation, les forces du marché s'adaptent au fur et à mesure aux défis qui sont posés. Chaque individu est un acteur économique comme salarié ou comme consommateur qui effectue les choix rationnels qui lui correspondent le mieux. Il en va de même des entreprises. Ce présupposé ignore complètement la dimension sociale des relations humaines. Une masse d'individus qui ne poursuivent que leur propre intérêt à court terme ne peuvent faire une société et, plus grave encore, mettent en danger la collectivité dans son ensemble. La réalité vient régulièrement démontrer l'inanité de ce postulat. Par exemple, quand le système bancaire est sur le point d'imploser en 2008, les individus dirigeants des plus grands établissements bancaires se sont empressés de faire appel aux Etats pour éviter que le système bancaire s'écroule.

La mise en œuvre des préceptes du néolibéralisme est-elle parvenue à régler fondamentalement les problèmes que le capital rencontrait à la fin des trente glorieuses ? En apparence sans doute puisque les profits ont explosés dans toute une série de secteurs productifs. Mais la stabilité du système est de plus en plus fragile. Alors que les trente glorieuses n'ont pas connues de crise économique majeure, la période qui suit connaît une succession de crises sévères à des rythmes de plus en plus rapprochés à tel point que le mot « crise » fait partie du vocabulaire quotidien. Pensons d'abord à la crise de la dette des pays du sud dans les années quatre-vingt, au krach boursier aux Etats-Unis en 1987, à la crise mexicaine de 1994, aux crises asiatiques et russes de 1998, à la crise de la nouvelle économie de 2001 et bien sûr à la crise des « subprimes » de 2008. Ces crises, du fait de la mondialisation et de la financiarisation ne peuvent rester isolées aux pays dans lesquelles elles naissent et elles se diffusent dans l'ensemble de l'économie mondiale.

Le second facteur est le ralentissement de la croissance dans les pays à hauts revenus comme la montre Cédric Durand dans son ouvrage « Le capital fictif »². La croissance en moyenne décennale du PIB pour ces pays est passée d'un peu plus de 5% à un peu moins de 2% entre 1961 et 2011. Par ailleurs les pays de l'OCDE à revenus élevés produisaient 80% du PIB mondial en 1990 contre 61% en 2012. Mais ce ralentissement de la croissance n'est pas propre aux pays riches, il suffit de penser à la baisse de la croissance en Chine par exemple.

Cette crise de l'économie réelle c'est-à-dire du secteur productif s'accompagne d'une crise bancaire. Avec la libéralisation du secteur bancaire de nombreuses banques ont accordé trop de crédits tant publics que privés. Ainsi les dettes étatiques en pourcentage du produit national, en

² Cédric Durand, 2014, Le capital fictif, Les prairies ordinaires, p. 8 et 9.

moyenne des pays de l'OCDE, sont passées d'un peu plus de 40% en 1970 à plus de 90% en 2010³. L'exemple de la Grèce est à cet égard éclairant. Quand à l'endettement privé du secteur non financier, il est passé de 72% en 1970 à 174% du PIB en 2012⁴. Comme l'analyse Wolfgang Streeck après l'inflation dans les années septante, l'endettement public et privé sert à acheter du temps pour repousser les échéances d'une crise majeure. La libéralisation du secteur financier comporte aussi des bulles sans aucun rapport avec l'économie productive et qui se sont constituées bien souvent en dehors des marchés officiels. Prenons l'exemple du marché des changes : en 2013, quotidiennement, il s'échangeait 5'345 milliards de dollars soit environ le tiers du PIB annuel des Etats-Unis⁵. Un tel montant est sans aucun rapport avec les échanges monétaires nécessités par le règlement de transactions commerciales qui s'élèvent à cent fois moins. L'essentiel de cette somme relève de la spéculation. Deuxième exemple : le marché des dérivés dont nous avons montré qu'il avait peu de rapports avec la valeur des actifs sur lesquels les dérivés sont basés. En 1972 ce type de produits financiers n'existait quasiment pas. Or à fin 2013, ce marché représentait à lui seul la somme astronomique de 710'000 milliards de dollars alors que le PIB mondial de la même année s'élevait à 73'000 milliards de dollars !

Enfin la crise fiscale vient compléter la crise de croissance et la crise bancaire. Avec la hausse des déficits publics sur plusieurs décennies, l'endettement des Etats s'aggrave et est conforté après la crise financière de 2008 par le sauvetage des banques. Par ailleurs des mesures d'allègement fiscaux sont prises pour relancer la croissance tant en direction des entreprises que des ménages. Le coût du refinancement des Etats devenant plus cher, ceux-ci engagent des mesures d'austérité dans le but de redonner confiance aux marchés ce qui contribue à aggraver la situation de l'économie réelle. Enfin il faut signaler que l'aggravation des déficits publics relève aussi de l'évasion fiscale à grande échelle tant de la part des entreprises que des individus, la mondialisation de la finance et les paradis fiscaux favorisant ce phénomène. Nous assistons en quelque sorte à une sécession des riches en ce qui concerne le financement des services publics. Pendant toute la phase de consolidation du néolibéralisme nous constatons une explosion des inégalités. Les rapports sont nombreux à ce sujet. Mentionnons deux chiffres illustrant ce propos : 20% des plus riches de la population mondiale capte 70% des revenus alors que le 20% les plus

3 Streeck, p.32

4 Durand, p.74 et 75.

5 Ibid, p. 81 et 85

pauvres n'en reçoit que 2%. Et, tenez-vous bien, 80 personnes les plus riches du monde détiennent autant de richesses que 3,5 milliards de pauvres !⁶

Pour terminer mentionnons aussi la crise environnementale qui est le résultat de décennies de croissance à tout prix et d'une vision à court terme du capital qui conçoit la nature comme un simple facteur de production, sans évidemment intégrer les coûts environnementaux de l'exploitation de la nature.

Vous m'avez demandé de traiter de la question du néolibéralisme et je n'ai pas abordé ici le phénomène des migrations. D'autres intervenants traiteront de cette question. Je voulais simplement relever en terminant cet exposé que les phénomènes migratoires ne sont bien évidemment pas sans lien avec le fonctionnement du néolibéralisme. Comme vous le savez personne ne migre d'un pays à l'autre sans raisons. De ce point de vue le néolibéralisme est à la source de nombreuses migrations par l'appauvrissement qu'il provoque dans les pays d'origine des migrants obligeant des centaines de milliers de personnes à chercher de meilleures conditions de vie. Il est à la fois moteur de la migration et bénéficiaire de cette même migration dès lors qu'il peut l'exploiter dans un cadre du marché du travail dérégulé ou du marché du travail clandestin.

Bernard Clerc

10.10.2015